

Unité bidépartementale du Calvados et de la Manche
1 bis rue de la Libération
BP 70271
50001 Saint-Lô cedex

Saint-Lô, le 24/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



ELVIA PRINTED CIRCUIT BOARDS

avenue d'Ochsenfurt
50211 COUTANCES

Références : ERASS 2022-50-131

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/05/2022 dans l'établissement ELVIA PRINTED CIRCUIT BOARDS implanté avenue d'Ochsenfurt 50211 COUTANCES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection a été effectuée dans le cadre de la mise en place des moyens de prélèvement et de mesure du contrôle inopiné de la qualité des rejets aqueux de l'établissement. Le contrôle portait sur la chaîne de mesure de l'autosurveillance mise en oeuvre par l'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ELVIA PRINTED CIRCUIT BOARDS
- avenue d'Ochsenfurt 50211 COUTANCES
- Code AIOT dans GUN : 0005301810
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

ELVIA Printed Circuits Boards (ELVIA PCB) exploite l'établissement de COUTANCES depuis 1977 qui est autorisé à exercer des activités de traitement de surface pour la fabrication de circuits imprimés principalement destinés à l'aéronautique, et en particulier à la Direction Générale des Armées (DGA).

La présente inspection inopinée s'inscrit dans le cadre d'une action dite "coup de poing" portant sur la thématique

des rejets en eau.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Rejets dans l'eau

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La visite a montré que les conditions d'intervention du laboratoire en charge du contrôle inopiné étaient satisfaisantes.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Prélèvement - Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse	Autre du 14/02/2022, article 2.1.4	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Contrôle inopiné	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V	/	Sans objet
Point de prélèvement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	/	Sans objet
Mesure du débit	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 51	/	Sans objet
Mesure du débit – Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse	Autre du 14/02/2022, article 2.1.2	/	Sans objet
Canal de mesure	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	/	Sans objet
Canal de mesure	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 3	/	Sans objet
Echantillons - Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse	Autre du 16/02/2018, article 2.1.1, 2.1.5	/	Sans objet
Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de la présente inspection que les moyens d'autosurveillance ainsi que leur suivi/entretien est globalement satisfaisant. Des améliorations ont été apportées à la chaîne de mesure (remplacement de l'ancien débitmètre par un nouveau plus performant).

En revanche, il apparaît que les prélèvements ne sont pas maintenus dans un conteneur réfrigéré, il convient de remédier à cette situation.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Contrôle inopiné

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V
Thème(s) : Actions nationales 2022, Pose matériel
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions prévues au III du présent article l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.
Constats : Le contrôle a permis de constater : <ul style="list-style-type: none">- Un emplacement est prévu pour permettre le prélèvement par un laboratoire en charge du contrôle inopiné.- Le matériel en place permet une installation adaptée de l'équipement de prélèvement mis en place par le laboratoire de contrôle, à proximité du canal de mesure des effluents traités avant rejet.- Le point de prélèvement utilisé pour le contrôle inopiné est situé au même endroit que celui utilisé pour l'autosurveillance de l'exploitant.- le laboratoire en charge du contrôle inopiné utilise son propre débitmètre installé à proximité de celui de l'exploitant.- le laboratoire en charge du contrôle inopiné s'est assuré du bon paramétrage du contrôle inopiné au niveau du canal venturi : hauteur d'eau suffisante, pas de remontée des eaux, écoulement laminaire, parois du canal propres, capteur situé au sein du chenal amont et sans turbulence sous le capteur.
Observations : Il convient de noter que la mesure de débit dans le cadre de l'autosurveillance a été fiabilisée par l'exploitant en remplaçant l'ancien débitmètre "bulle à bulle" par un débitmètre à ultrason de marque "Bamosonic".
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Point de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Risques chroniques, Positionnement
Prescription contrôlée : Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : Il a été constaté que la mise en place des moyens utilisés pour le contrôle inopiné a pu être effectuée en toute sécurité sur une plateforme dédiée accessible par un large escalier de quelques marches. Le préleveur utilisé pour le contrôle inopiné a été installé à proximité de celui de l'exploitant sur la plate-forme susmentionnée. L'emplacement utilisé pour le prélèvement borde le canal venturi en sortie de l'ouvrage épuratoire, il semble optimal, aucune dilution potentielle ne semble à craindre.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mesure du débit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 51
Thème(s) : Risques chroniques, Réglage
Prescription contrôlée : Les points de mesure et les points de prélèvement d'échantillons sont équipés des appareils nécessaires pour effectuer les mesures prévues aux articles 58, 59 et 60 dans des conditions représentatives.
Constats : L'exploitant a remplacé son ancien débitmètre "bulle à bulle" par un débitmètre à ultrason ce qui a permis de fiabiliser la mesure de débit. Auparavant, la mesure portait sur la hauteur d'eau, mais aussi la hauteur de mousse, ce qui était de nature à induire des risques importants de dérive de la mesure. L'exploitant a confirmé le constat du maintien en charge de la conduite au niveau du débitmètre. Il a pu justifier l'étalonnage du débitmètre le 6 juin 2018. Compte-tenu du maintien d'un filet d'eau constant, la vérification trimestrielle du zéro apparaît difficile à mettre en œuvre. Il est cependant demandé à l'exploitant de veiller à faire un point zéro ponctuellement. Le débitmètre dispose d'une carte SD intégrée qui permet de contrôler le report des volumes en supervision. Le suivi métrologique est assuré tant au niveau du préleveur (nettoyage mensuel avec enregistrement) que du débitmètre, le document interne de suivi a été créé en 2017. Le canal venturi fait l'objet d'un hydrocurage ponctuel, son état était satisfaisant lors de la présente inspection.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mesure du débit – Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse

Référence réglementaire : Autre du 14/02/2022, article 2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi
Prescription contrôlée : Extraits : Les dispositifs de mesure de débit en continu devront être conformes aux normes en vigueur et respecter les prescriptions techniques définies par les constructeurs. Ils seront équipés d'enregistreurs et de totalisateurs. Les installations de mesure devront être accessibles et leur implantation ne pas mettre en péril la sécurité du personnel. Les dispositifs de mesure de débit devront faire l'objet d'un contrôle de conformité de l'organe de mesure ou de l'installation vis-à-vis des prescriptions normatives et des constructeurs. Ils devront également faire l'objet d'un suivi métrologique rigoureux et documenté. Ce suivi métrologique peut être réalisé par une mesure comparative exercée sur site (débitmètre, jaugeage...) ou par une vérification effectuée sur un banc de mesure au sein d'un laboratoire accrédité. Les enregistreurs et les totalisateurs devront également être conformes aux normes en vigueur. Les installations de comptage doivent être accessibles et leur implantation ne pas mettre en péril la sécurité du personnel.
Constats : Les moyens d'autosurveillance mis en place par l'exploitant répondent aux obligations de mesure prévues par l'arrêté d'autorisation de l'établissement. Le paramètre pH fait l'objet d'un suivi quotidien car c'est lui qui sert au réglage de la station de traitement des effluents, il est relié à une alarme en cas de dépassement de seuil. Tout défaut du pH entraîne la suppression du rejet vers le milieu naturel récepteur. Le suivi métrologique est fixé dans un document interne : 0F000D03 (révision 5 du 24 août 2020).
Observations : On peut noter que le justificatif de suivi métrologique du débitmètre utilisé par SGS dans le cadre du contrôle inopiné n'était pas disponible.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Canal de mesure

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Risques chroniques, Conception
Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.
Constats : L'exploitant utilise un canal de mesure venturi en sortie de l'ouvrage épuratoire. Il a été constaté que l'écoulement n'est pas perturbé, les parois de l'ouvrage sont régulières et sans aspérités. Aucune trace de défaut d'étanchéité du déversoir n'a été constatée. Les ouvrages d'autosurveillance mis en place paraissent adaptés aux obligations fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation. il est rappelé que le suivi métrologique est encadré par le document interne 0F000D03 présenté lors de l'inspection.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Canal de mesure

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien
Prescription contrôlée : Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.
Constats : Document 0F000D03 (révision 5 du 24 août 2020) présenté par l'exploitant fixant le l'entretien périodique des installations d'autosurveillance des rejets aqueux.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prélèvement - Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse

Référence réglementaire : Autre du 14/02/2022, article 2.1.4

Thème(s) : Risques chroniques, Conditions

Prescription contrôlée :

Extraits :

Le matériel à utiliser dans le cadre de la surveillance devra être inerte vis-à-vis des substances et des paramètres soumis à la surveillance dans les rejets aqueux.

La norme FD T 90-523-2 définit des dispositions pour la sélection, le nettoyage du matériel ainsi que les contrôles métrologiques à mener sur l'échantillonneur et les critères à respecter.

Dans le cas d'un recours à un échantillonneur automatique, celui-ci devra être réfrigéré, fixe ou portatif, ayant la capacité à constituer un échantillon pondéré en fonction du débit et /ou du temps sur toute la période considérée. La température de l'enceinte de l'échantillonneur devra être de 5 ± 3 °C durant toute l'étape de prélèvement.

L'échantillonneur mono-flacon devra être utilisé dans le cas d'échantillonnage proportionnel au débit. Dans le cas d'échantillonnage proportionnel au temps, c'est l'échantillonneur multi-flacons (24 flacons) qui sera utilisé afin de reconstituer un échantillon moyen.

Pour des raisons de qualité de la mesure, l'utilisation en l'état des échantillonneurs pour la surveillance des paramètres tels que la DBO5, la DCO, les MES, l'azote et le phosphore n'est pas adaptée pour le suivi des substances dangereuses. Les échantillonneurs devront être modifiés. Le FD T 90-523-2 liste les matériaux à utiliser pour la surveillance des substances dangereuses.

Lorsque la surveillance concerne les macro-polluants et les substances dangereuses, un seul échantillonneur est mis en oeuvre dans la configuration « substances dangereuses », à savoir : échantillonneur équipé d'un tuyau d'aspiration en téflon et d'un flacon collecteur en verre.

A la fin de l'échantillonnage, l'exploitant ou le prestataire de prélèvement devra valider l'opération d'échantillonnage en s'assurant que le volume final collecté corresponde au volume unitaire réel prélevé multiplié par le nombre de prélèvements réalisés avec une tolérance, sur l'écart volume final/volume théorique, fixée et annoncée par l'organisme de prélèvement. Le cas échéant, si le critère n'est pas respecté, l'opérateur de prélèvement devra en rechercher les causes et pourra être amené à refaire l'opération d'échantillonnage.

Constats : Le débitmètre à ultrason a été étalonné le 6 juin 2018.

Il a été constaté que l'échantillonneur utilisé par l'exploitant pour l'autosurveillance n'est pas réfrigéré. Il est demandé à l'exploitant de s'équiper d'un échantillonneur réfrigéré.



Débitmètre de l'exploitant



Moyens de prélèvements de l'exploitant (non réfrigérés)

Observations : /

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Echantillons - Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse

Référence réglementaire : Autre du 16/02/2018, article 2.1.1, 2.1.5

Thème(s) : Risques chroniques, Modalités de préparation et de conservation

Prescription contrôlée :

Extraits : Un dialogue étroit entre l'opérateur de prélèvement et le laboratoire est à mettre en place préalablement à la mise en œuvre du programme de surveillance des émissions, afin que l'opérateur ait à disposition les consignes écrites spécifiques sur le remplissage (ras-bord par exemple), le rinçage des flacons, le conditionnement des échantillons (ajout de conservateurs avec leurs quantités), l'utilisation des réactifs, l'identification des flacons et des enceintes et la durée de mise au froid des blocs eutectiques avant utilisation.

La sélection du flaconnage (nature et volume) et des réactifs de conditionnement (le cas échéant) devra s'appuyer sur les normes spécifiques au paramètre étudié ou à la norme NF EN ISO 5667-3. A défaut d'information dans les normes pour certaines substances organiques, les flacons en verre, brun ou protégés de la lumière, équipés de bouchons inertes (capsule téflon®) devront être mis en œuvre. Le laboratoire conserve la possibilité d'utiliser un matériel de flaconnage différent s'il dispose de données expérimentales permettant de justifier ce choix.

La traçabilité documentaire des opérations de terrain devra être assurée à toutes les étapes de la préparation de la campagne jusqu'à la restitution des données. Les opérations de terrain proprement dites devront être tracées (par exemple : sur une feuille préenregistrée regroupant les éléments non variables comme site, lieu d'échantillonnage, type d'échantillonneur, programme d'asservissement).

Une étape d'homogénéisation du volume collecté devra être réalisée avant et pendant la distribution dans les différents flacons destinés à l'analyse.

La répartition dans les différents flacons devra se faire loin de toute source de contamination, flacon par flacon, ce qui correspond à un remplissage du flacon en une seule fois. Les flacons destinés à l'analyse des composés volatils doivent être remplis en premier.

En absence de consignes fournies par le laboratoire concernant le remplissage du flacon, le préleveur devra le remplir à ras-bord.

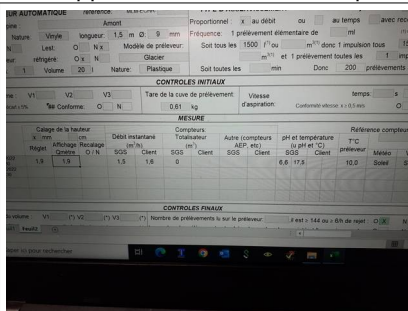
Les échantillons devront être conservés selon les dispositions des normes en vigueur et notamment de la norme NF EN ISO 5667-3.

Constats : Un dialogue a eu lieu entre l'exploitant et l'opérateur de prélèvement avant la mise en place du contrôle inopiné. L'exploitant a notamment indiqué le niveau de débit journalier afin que le matériel de prélèvement soit paramétré en conséquence.

L'exploitant a répondu aux diverses questions de l'opérateur de prélèvement et a mis à sa disposition un espace de travail lui permettant de paramétrer ses appareils de mesure et de prélèvement.



Mise en place de la prise d'échantillon du laboratoire extérieur



Paramétrage de l'échantillonnage du contrôle inopiné



Plateforme d'accueil des moyens de contrôle (exploitant et extérieur)

Observations : /

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49

Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet

Prescription contrôlée :

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.

Constats : Il a été demandé à l'exploitant d'accompagner l'inspecteur au niveau du point de rejet des effluents traités dans le milieu naturel récepteur situé à plusieurs centaines de mètres de l'établissement au niveau du cours d'eau "Le Prépont". Compte-tenu de la distance parcourue par les effluents traités, une dilution est possible dans le réseau communal avant le point de rejet observé.

Le contrôle a montré que l'eau sortant du réseau ne présente pas de coloration particulière, aucune trace de pollution n'est observée au niveau des berges, les plantes présentes ont un aspect satisfaisant. Aucune perturbation de l'écoulement n'est observée en aval (immédiat et plus éloigné) du point de rejet.



Vue du point de rejet au milieu naturel



Vue du point de rejet au milieu naturel

Observations : /

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet